

# RAPPORT ANNUEL

Exercice au 29 septembre 2017



## OFI RCM EUROPE DE L'EST

### FCP Actions internationales

#### Commercialisateur

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 Paris

#### Société de Gestion

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 Paris

#### Gestionnaire Financier par délégation

RAIFFEISEN KAPITALANLAGE-GMBH  
Schwarzenbergplatz 3 - A-1010 Vienne - Autriche

#### Dépositaire et Conservateur

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

#### Gestion administrative et comptable :

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

## Sommaire

Rapport de Gestion

Comptes Annuels  
au 29 septembre 2017

Rapport du Commissaire  
aux Comptes

## ORIENTATION DE GESTION

### Objectif de gestion

Sur le long terme, l'objectif d'OFI RCM Europe de l'Est est de rechercher la valorisation du capital tout en tenant compte des risques encourus sur le court terme. Suivant son appréciation de la situation économique, des opportunités du marché et des prévisions boursières et en conformité avec sa politique d'investissement, le Fonds procèdera à l'achat ou à la vente de valeurs mobilières assimilables à des actions d'entreprises dont le siège social est sis dans les marchés d'Europe Centrale et de l'Est (y compris la Russie) ou qui y exercent l'essentiel de leur activité.

### Indicateur de référence

L'indice de référence est le « MSCI Emerging Europe » Dividendes Nets Réinvestis (MSDEMEUN Index).

Le MSCI Emerging Europe est un indice pondéré du flottant des entreprises. Il est composé d'environ 100 titres de sociétés cotées en Turquie, Russie, Pologne, Hongrie et République Tchèque.

Pour plus de renseignement : [www.msci.com](http://www.msci.com)

La politique de gestion du gérant lui permet de s'écarter de façon significative de l'indice. L'objectif n'est pas de reproduire d'une manière ou d'une autre la performance de cet indice.

### Stratégie de gestion

Raiffeisen Kapitalanlage Gesellschaft a défini une méthode de gestion centrée principalement sur l'investissement dans un nombre limité de sociétés de croissance et de qualité. Cette sélection repose sur une recherche fondamentale approfondie, réalisée en interne.

Étant donné les risques inhérents à la région d'investissement, l'analyse économique et géopolitique de la région est prise en compte par le gérant.

Lors de la sélection des valeurs, une grande importance est accordée à l'analyse fondamentale et au potentiel de croissance des sociétés. L'analyse des sociétés commence par une étude détaillée des derniers rapports annuels des sociétés, et s'enrichit par un travail de terrain intensif à travers des contacts fréquents avec les dirigeants, les opérationnels, et la visite de sites de production et de distribution. Les gestionnaires peuvent être amenés à vérifier également de nombreux éléments auprès de la concurrence, des clients et des fournisseurs.

Le gérant sélectionne donc les valeurs de façon discrétionnaire sans contrainte de répartition entre les zones géographiques définies et de répartitions de secteurs ou de capitalisation boursière (grandes, moyennes, petites).

Les valeurs sélectionnées le sont avec un horizon d'investissement en moyenne de deux ans et demi. Cependant, les titres sont conservés aussi longtemps que leur potentiel de croissance semble intéressant et que leur valorisation est attractive. Cela se traduit par une faible rotation des portefeuilles.

Le portefeuille sera exposé en actions dont les émetteurs ont leur siège en Europe Centrale et Europe de l'Est, ou qui y exercent l'essentiel de leur activité (pour un minimum de 60% de l'actif net).

Le Gérant pourra également avoir recours à des obligations, des titres de créances et des instruments du marché monétaire dans la limite de 40% de l'actif net, sans contrainte ni de durée, ni de sensibilité.

Afin de gérer la trésorerie ou d'accéder à des marchés spécifiques (sectoriels ou géographiques) le Fonds peut investir jusqu'à 10% de son actif net en parts et actions d'OPCVM français ou étrangers conformes à la Directive 2009/65/CE investissant eux-mêmes au maximum 10% de leur actif net en parts ou actions d'autres OPCVM ou Fonds d'investissement, ou en parts et actions d'autres OPC français ou étrangers ou Fonds d'investissement de droit étrangers qui satisfont aux conditions prévues aux 1° à 4° de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier.

Des contrats financiers sont utilisés selon l'appréciation du gestionnaire financier, comme instruments de couverture, mais aussi comme instruments actifs d'investissement (pour garantir les rendements ou les augmenter, en remplacement de valeurs mobilières, pour orienter le profil de risque du Fonds d'investissement ou gérer les liquidités au moyen de supports synthétiques). Dans le cas d'une sur-exposition résultant de l'utilisation de dérivés et de titres intégrant des dérivés, celle-ci sera au maximum de 160 % de l'actif net traduisant un effet de levier maximum de 1,6.

Le Gérant s'autorise également à couvrir le portefeuille contre le risque de change.

## Profil des risques

L'OPCVM est un OPCVM classé «Actions Internationales». L'investisseur est donc principalement exposé aux risques ci-dessous, lesquels ne sont pas limitatifs.

### Risque de capital et de performance

L'investisseur est averti que la performance de l'OPCVM peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital peut ne pas lui être intégralement restitué, l'OPCVM ne bénéficiant d'aucune garantie ou protection du capital investi.

### Risque actions

L'OPCVM est investi ou exposé sur un ou plusieurs marchés d'actions qui peuvent connaître de fortes variations. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que les variations des cours des valeurs en portefeuille et/ou le risque de marché entraîneront une baisse significative de la valeur liquidative de l'OPCVM.

### Risque de contrepartie

Il s'agit du risque lié à l'utilisation par l'OPCVM d'instruments financiers à terme, de gré à gré, et/ou au recours à des opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres. Ces opérations conclues avec une ou plusieurs contreparties éligibles, exposent potentiellement l'OPCVM à un risque de défaillance de l'une de ces contreparties pouvant conduire à un défaut de paiement qui fera baisser la valeur liquidative.

### Risque de taux d'intérêts

En raison de sa composition, l'OPCVM peut être soumis à un risque de taux. Ce risque résulte du fait qu'en général le prix des titres de créances et des obligations baisse lorsque les taux augmentent. L'investisseur en obligations ou autres titres à revenu fixe peut enregistrer des performances négatives suite à des fluctuations du niveau des taux d'intérêt.

### Risque de crédit

Dans le cas d'une dégradation des émetteurs privés ou souverains (par exemple de leur notation par les agences de notation financière), ou de leur défaillance, la valeur des obligations privées peut baisser ; la valeur liquidative de l'OPCVM baissera en conséquence.

### Risque lié aux marchés émergents (hors OCDE)

Les conditions de fonctionnement et de surveillance des marchés émergents peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales : l'information sur certaines valeurs peut être incomplète et leur liquidité plus réduite. L'évolution du cours de ces titres peut en conséquence varier très fortement et entraîner à la baisse la valeur liquidative.

### Risque lié à la détention de dérivés

Les produits dérivés peuvent permettre dans certains cas une surexposition du portefeuille au marché. En cas de baisse, l'OPCVM baissera plus vite que son marché de référence.

### Risque de change

Il s'agit du risque de variation des devises étrangères affectant la valeur des titres détenus par l'OPCVM. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que la valeur liquidative de l'OPCVM baissera en cas d'évolution défavorable du cours des devises autres que l'euro.

## METHODE CHOISIE PAR LA SOCIETE DE GESTION POUR MESURER LE RISQUE GLOBAL DE L'OPC

La méthode retenue pour le calcul du risque global est la méthode de l'engagement.

## CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

## CHANGEMENT(S) A VENIR

Néant.

## PROCEDURE DE CHOIX DES INTERMEDIAIRES

La société de gestion délègue, dans le cadre de ses procédures, à Raiffeisen Capital Management, société de gestion, dont l'expertise est reconnue sur la zone, le choix des intermédiaires.

La procédure mise en place par Raiffeisen Capital Management est la suivante :

Les gérants disposent d'une liste et d'un classement de brokers autorisés. Une revue périodique remet en perspective et propose éventuellement l'inclusion motivée de nouveaux brokers et/ou l'exclusion de certains.

Le classement est établi en fonction des critères suivants :

- vérification de sa situation financière et réputation (demande de références) ;
- capacité et rapidité d'exécution ;
- conditions financières et montants des commissions ;
- volume d'échange sur son marché ;
- possibilité d'acheter par blocs ;
- qualité de la recherche ;
- importance et succès sur son marché.

## FRAIS D'INTERMEDIATION

Vous trouverez sur le site Internet du Groupe à l'adresse <http://www.ofi-am.fr/inout/animations/espaceMIF.php> toutes les mesures prises pour appréhender les nouvelles dispositions réglementaires liées à la MIF. Est notamment présent le compte-rendu relatif aux frais d'intermédiation en application de l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF.

## EXERCICE DES DROITS DE VOTE

La politique menée par la société de gestion en matière d'exercice des droits de vote fait l'objet d'un rapport disponible sur le site Internet de la société à l'adresse : [http://www.ofi-am.fr/isr\\_la\\_recherche\\_ISR.php](http://www.ofi-am.fr/isr_la_recherche_ISR.php)

## CRITERES ESG

La société de gestion met à la disposition de l'investisseur les informations sur les modalités de prise en compte, dans sa politique d'investissement, des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance sur son site Internet [http://www.ofi-am.fr/actualites.php?art\\_id=3608](http://www.ofi-am.fr/actualites.php?art_id=3608)

## INFORMATIONS RELATIVES AUX REMUNERATIONS DE L'OPCVM

Dans le cadre de la mise en application de la Directive N° 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (dite OPCVM V), la Société a mis en place une politique de rémunération dont les caractéristiques sont les suivantes :

### 1. Eléments qualitatifs

La politique de rémunération de la Société a été établie par le Comité Stratégique du Groupe OFI.

Le Comité Stratégique est composé de représentants des actionnaires et des membres du Directoire de la Société. Il n'intègre pas de représentant du personnel, la Société n'étant pas elle-même soumise à une telle obligation réglementaire ou statutaire.

Il fixe la politique de rémunération et s'assure de sa mise en œuvre.

La politique de rémunération de la Société promeut une gestion saine et efficace du risque, aligne à la fois les intérêts des investisseurs, de la Société et des gérants d'OPCVM, et tend à réduire les conflits d'intérêts potentiels entre les commerciaux et les investisseurs. Elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs et aux valeurs de la Société.

La rémunération fixe correspond à la rétribution normale du collaborateur pour la prestation attendue correspondant à sa qualification. La rémunération variable tient compte notamment du résultat de la Société, de ses besoins en fonds propres et de la qualité de la gestion et du service proposé aux investisseurs.

**Personnel concerné par la politique de rémunération** : toutes les personnes qui participent à la prise de risque au niveau des Fonds ou de la Société : dirigeants, gérants, CIO, responsables des fonctions de contrôle, personnels assimilés par leur niveau de rémunération variable, commerciaux.

**Appréciation de la performance et des risques** : celle-ci est réalisée en fonction du personnel concerné.

La performance des gérants et responsables de gestion s'appuie sur des critères quantitatifs (classement de chaque Fonds dans un univers témoin) et qualitatifs (réalisation d'objectifs, observation de la politique de gestion des risques, conformité avec les règlements internes ou externes, suivi des process de gestion, contribution des preneurs de risques aux risques opérationnels).

Concernant les dirigeants, les critères retenus se rapportent à la performance globale de l'entreprise (évolution du bénéfice d'exploitation, réalisation d'objectifs stratégiques, image, notoriété...).

Pour les fonctions de contrôle, les critères retenus ont traités aux risques opérationnels, réglementaires et réputationnels.

Enfin, la performance des commerciaux est appréciée sur des critères classiques dès lors qu'ils ne provoquent pas de conflits d'intérêts avec les porteurs : collecte, évolution du chiffre d'affaire, taux de pénétration, réussites de campagne, nouveaux clients...

**Enveloppe de rémunération variable** : sur la base d'une enveloppe globale, une partie est attribuée aux preneurs de risques et le reste aux autres personnels concernés. La répartition est ensuite faite par les managers en tenant compte des facteurs d'appréciation décrits ci-dessus.

### Modalités de versement et mesures d'ajustement de la rémunération :

Pour les personnes dont la rémunération variable est inférieure à 100k€ ou bien à 30% du salaire fixe, celle-ci est versée immédiatement et en totalité en cash.

Pour les autres, la part qui ne serait pas versée en numéraire est versée sous forme de provisions, permettant ainsi de réaliser l'alignement des risques entre les différentes parties OPCVM, (GFIA et preneurs de risques) : provisions indexées sur un panier déterminé ou un panier global. Une part (60%) est versée immédiatement, dont 50% en cash et 10% en provisions indexées, les 40% restant étant versés sous forme de provisions, libérées par tranches égales au cours des trois années suivantes, sans période de rétention.

Cette allocation pourra faire l'objet de révision à la baisse en fonction de l'évolution des critères quantitatifs et qualitatifs au cours des années suivantes, selon une notion de malus.

## 2. Eléments quantitatifs

### Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2016, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) versées par OFI ASSET MANAGEMENT à l'ensemble de son personnel (soit **231 personnes** bénéficiaires au 31 décembre 2016) s'est élevé à **24 157 205 euros**. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par OFI ASSET MANAGEMENT sur l'exercice : **19 023 705 euros, soit 78.75%** du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par OFI ASSET MANAGEMENT sur l'exercice : **5 133 500 euros, soit 21.25%** du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucun « carried interest » n'a été versé pour l'exercice.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, **3 683 079 euros** concernaient les « cadres dirigeants » (soit **18 personnes** au 31 décembre 2016), **10 207 369 euros** concernaient les « Gérants et Responsables de Gestion » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risques des Fonds gérés (soit **78 personnes** au 31 décembre 2016).

### Contexte économique et financier exercice septembre 2016 / septembre 2017

#### Economie

Sur le plan économique, la période a été marquée par une amélioration progressive de la conjoncture mondiale, et ce dans pratiquement toutes les grandes zones.

Pourtant, le contexte politique a été très dense. Les investisseurs, qui avaient été surpris par le vote en faveur du Brexit, l'ont été une seconde fois avec l'élection inattendue de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Mais, à chaque fois, les marchés ont retenu que cela pouvait favoriser un scénario de reflation par une logique de relance budgétaire.

Ces doutes politiques ont finalement été totalement dissipés au printemps 2017, avec l'élection d'Emmanuel Macron en France.

Au final, les perspectives de croissance ont été révisées à la hausse. Le rythme a accéléré et le FMI s'attend ainsi à une croissance de près de 3,5% en 2017 et 2018. Cet exercice s'est caractérisé également par une grande synchronisation au plan mondial, il n'y a en effet pratiquement plus de pays en récession.

Aux États-Unis, la croissance a dépassé, dans un premier temps, le rythme de 3% avant de refluer en fin de période du fait de l'inaction constatée de Donald Trump, si bien que la croissance US de 2017 devrait approcher les 2%.

La zone euro n'a pas été impactée par le Brexit et continue à bénéficier de planètes correctement alignées avec de faibles taux d'intérêt, un dollar assez ferme et un pétrole autour de 50 dollars. La croissance de la zone s'approche ainsi de son potentiel à près de 2%, et certains pays commencent à toucher les dividendes des réformes prises, comme l'Espagne qui tourne à près de 3%.

Le Royaume-Uni a, tout d'abord bénéficié de la baisse de la livre, avant de donner des signes de ralentissement sérieux en fin de période face à l'incertitude totale sur le scénario de Brexit.

Dans le reste du monde, les pays émergents se sont dans l'ensemble rétablis et les flux d'investissement sont largement revenus sur ces marchés. La Chine avait suscité le doute en 2015, avec une forte baisse du Yuan et des inquiétudes sur la bulle immobilière et de crédit. Finalement, sa croissance a été supérieure à la cible de 6,5% donnée par le gouvernement.

Parallèlement le Brésil et la Russie sont progressivement sortis de récession.

#### Taux d'intérêt

Dans ces conditions, les Banques Centrales ont maintenu des politiques accommodantes, mais ont commencé à préparer les marchés à l'imminence d'une stratégie de sortie. C'est la raison pour laquelle, les taux ont monté sur la période, mais dans des proportions limitées.

Le 10 ans allemand est donc passé d'un rendement négatif de -0.11% à 0.46% en fin de période. De même, le TNotes 10 ans US est passé de 1.59% à 2.33%. Ces tensions ont toutefois été limitées car les investisseurs étaient déjà dans l'ensemble positionnés pour une hausse des taux et par ailleurs, des programmes d'achat en zone euro assèchent le marché.

Les spreads périphériques se sont détendus au vu du contexte plus favorable. Les spreads « corporates » sont restés serrés et stables sur la période. Les obligations High Yield ont également nettement progressé, de 9.0% aux États-Unis et de 6.9% en Europe, portant les rendements à des niveaux de faiblesse inégalés pour cette classe d'actif (2.1% sur le Gisement européen).

Les obligations émergentes ont été également recherchées avec au final des performances de 7.3% en monnaies locales et 4.6% en devises fortes.

Les taux monétaires n'ont pas été modifiés en zone euro si bien que l'Eonia est resté en territoire négatif : sa performance sur l'exercice est de -0.36%. Aux États-Unis, la FED a également été très prudente dans sa stratégie de relèvement des taux directeurs : la cible pour les Fed Funds s'établit à 1/1,25 après trois relèvements de 25 points de base.

Les obligations convertibles ont obtenu de belles performances, en liaison avec la performance des actions : + 9.3% pour l'indice Monde (en dollars), +4.9% en Europe.

Sur les devises, le dollar a reculé contre la grande majorité des devises, notamment de 5.3% vis-à-vis de l'euro. Dans l'ensemble, les monnaies émergentes ont également progressé contre le dollar, mais dans des proportions beaucoup plus limitées qu'au cours des précédents mois : par exemple, le réal brésilien s'est raffermi de 3% contre le dollar après avoir gagné plus de 25% depuis ses points bas de début 2016. Le peso mexicain a suivi le même cheminement avec une progression de 4% sur l'exercice. En Asie, le won coréen perd 3% contre le dollar, affecté en partie par les craintes géopolitiques autour de la Corée du Nord. Notons la stabilité du RMB, la devise chinoise, contre dollar durant la période. En Europe, la baisse de la livre s'est atténuée et ne perd que 3.5% contre l'euro sur la période.

Les marchés actions ont bénéficié de l'amélioration économique et de la baisse de la prime de risque politique.

En effet, les résultats des entreprises ainsi que les perspectives données par leurs dirigeants ont encouragé les investisseurs. Pour la première fois depuis quelques années, les analystes ont donc révisé à la hausse leurs estimations.

De ce fait, les performances des marchés actions sont très bonnes sur la période : +15% pour l'indice des actions internationales (en euros), +20% à Wall Street (en dollars) où tous les grands indices ont battu des records historiques, +23% pour les actions de la zone euro (+23% pour le CAC 40), +17% pour les actions émergentes (en euros).

Le style croissance a continué à surperformer notamment grâce aux valeurs technologiques aux États-Unis. A noter également la performance des actions chinoises, cotées localement, qui progressent également de près de 20%.

Enfin, concernant les matières premières, l'or affiche sur la période une baisse de près de 3% et le pétrole est resté stable, à près de 50 dollars sur le WTI en début comme en fin de période.

## Gestion

Le quatrième trimestre 2016 a été très positif en termes de performance absolue, car pratiquement tous les pays – à l'exception de la Turquie – ont enregistré une évolution haussière. La Russie a affiché une belle solidité grâce à l'augmentation du prix du pétrole. Celui-ci a bénéficié d'un coup de pouce supplémentaire après que l'OPEP ait décidé de réduire la production lorsqu'elle s'est réunie à Alger fin novembre. La victoire de Donald Trump aux élections présidentielles américaines a été bénéfique aux actions russes, puisque le marché espérait une amélioration des relations avec les États-Unis.

Les marchés d'Europe centrale se sont également montrés solides, en particulier la Hongrie. En revanche, les actions turques ont essuyé une baisse brutale déclenchée par la faiblesse de la livre et de l'agitation politique intérieure qui a succédé au coup d'État militaire manqué de juillet. Le marché grec a enregistré un mouvement haussier lié aux spéculations relatives à une éventuelle diminution de la dette du pays. La Roumanie a fourni une sous-performance liée aux incertitudes entourant les élections parlementaires.

En Russie, nous avons augmenté nos positions dans Severstal et réduit nos positions dans Surgutneftegas. En Turquie, nous avons réduit notre positionnement dans Tupras et Ülker et intégré Eregli au portefeuille. En Europe centrale, nous avons légèrement augmenté notre positionnement sur les actions du secteur bancaire polonais et enregistré des bénéfices sur Uniwheels. Nous avons intégré certaines valeurs jusqu'alors à la traîne, de même que certaines actions plus défensives telles qu'Orange Polska ou PGNIG. En fin d'année, nous avons augmenté notre positionnement dans la banque polonaise BZWBK.

Au premier trimestre 2017, dans l'ensemble, les marchés ont enregistré un léger mouvement haussier. Pris individuellement, les pays ont toutefois affiché des tendances hétérogènes. Le marché russe, qui est aussi le plus important, s'est replié au cours du premier trimestre. Contrairement aux attentes, le prix du pétrole a enregistré une légère correction, et la levée des sanctions est passée au second rang des préoccupations de la nouvelle administration américaine. Les actions turques ont surpris à la hausse en dépit des troubles politiques dans le pays. La plus grande surprise a cependant été la performance remarquable du marché polonais, essentiellement emmenée par les valeurs de l'entreprise d'extraction de cuivre KGHM. Les raffineries telles que PKN et Lotos ont également atteint de nouveaux records. En Roumanie, le gouvernement a ordonné aux entreprises publiques d'augmenter leurs versements de dividendes, ce qui a stimulé le marché d'actions. En revanche, la Hongrie et la Grèce ont essuyé des baisses de cours.

En Russie, nous avons pris nos bénéfices sur la bourse moscovite et l'action Rosneft, et acheté des actions Mobile Telesystems. En mars, nous avons réduit nos positions dans Norilsk Nickel, et augmenté notre positionnement dans Lukoil et Surgutneftegas. Nous avons conservé la sous-pondération turque et procédé à la vente d'actions du secteur bancaire telles que Yapi Kredi Bankasi et Isbank et à l'achat de valeurs Petkim. Nous avons revu nos positions à la hausse en Europe centrale, et en particulier en Pologne, où nous avons réduit l'importante sous-pondération du début de l'année. Nous avons procédé à l'achat de valeurs du secteur bancaire polonais peu exposées au CHF, ainsi que de valeurs KGHM et PKN. En Grèce, nous avons revu nos positions à la baisse en réduisant notre participation dans des banques telles qu'Eurobank ou NBG, ainsi que dans l'opérateur de téléphonie OTE.

Au deuxième trimestre 2017, pris isolément, les pays ont de nouveau affiché des performances très hétérogènes. Le marché russe, qui est aussi le plus important, a de nouveau enregistré une performance négative lorsque le prix du pétrole a commencé à s'effondrer et que les États-Unis ont recommencé à tenir des discours négatifs vis-à-vis de la Russie. La performance positive la plus marquée est venue de Grèce, où le marché s'est fortement rallié à la perspective d'un accord sur la dette du pays. Le marché turc s'est également montré solide après le succès du référendum d'avril. La Pologne aussi a connu un trimestre satisfaisant. La Roumanie a affiché une belle solidité jusqu'à la fin du mois de juillet, après quoi elle a rétrocédé tous ses bénéfices suite à une remarque relative à la possibilité d'une nationalisation des Fonds de pension.

En Russie, nous avons réduit nos positions sur MTS et Alrosa. En Turquie, nous avons augmenté l'ensemble de nos positions après le référendum d'avril. Nous avons procédé à l'achat de valeurs Akbank, Garanti, Koc Holding, Turkcell et Emlak. En juin, nous avons opéré de nouveaux achats de valeurs Turkish Airlines et Halkbank. Nous avons réduit notre positionnement dans Cimsa Cemento et Enka et enregistré des bénéfices sur Petkim. Nous avons également revu nos positions à la hausse en Grèce. Nous avons acheté des valeurs OTE, Alpha Bank et NBG. Pour financer les achats en Turquie et en Grèce, nous avons réduit nos positions en Hongrie, en République Tchèque et en Roumanie. Nous avons continué de revoir notre positionnement en Roumanie à la baisse en juin, du fait de l'instabilité politique qui régnait dans le pays. Nous avons procédé au rachat de toutes nos parts dans Uniwheels.

C'est à la Russie, le plus grand marché de la région, qu'il revient d'avoir fourni la meilleure performance au troisième trimestre 2017, avec une hausse de 13,2 % (en EUR) après que le prix du pétrole soit reparti à la hausse et que le dollar ait rebondi. En revanche, les actions grecques ont essuyé un repli de 12,5 % suite à de mauvaises nouvelles émanant du secteur bancaire local. La Turquie s'est repliée, plombée par la persistance d'une inflation élevée et par l'apparition de nouveaux risques politiques après le référendum en Irak du Nord. Les actions polonaises ont grimpé de 5,3 %, et la République Tchèque et la Hongrie ont affiché des hausses similaires. Globalement, la Roumanie a terminé le trimestre en hausse de 1,4 %.

Au troisième trimestre 2017, nous avons augmenté notre positionnement global en Russie, et réduit nos positions en Turquie, en Grèce et en Roumanie. Nous avons plus particulièrement revu notre positionnement roumain à la baisse en juillet après que l'éventualité de l'introduction d'une taxe bancaire et de la nationalisation des Fonds de pension ait été évoquée. En Russie, nous avons augmenté nos positions dans Magnit et Norilsk Nickel, et réduit notre positionnement dans Alrosa. En Pologne, nous avons revu nos positions dans Orange

Polska et PZU à la baisse. En Turquie, nous avons procédé à des achats de valeurs Halkbank et Arcelik. Nous avons réduit notre exposition à Akbank et Garanti Bank.

Au 29 septembre 2017, la valeur liquidative d'OFI RCM Europe de l'Est s'élevait à 335.05 euros contre 286.91 euros au 30 septembre 2016, en hausse de 16.78% sur la période.

Sur la même période, son indice de référence le MSCI Emerging Europe Net Return calculé Dividendes Nets Réinvestis affichait une hausse de 19.16%.

Durant l'exercice, la gestion du Fonds n'a utilisé aucun instrument financier dérivé ou à terme.

## INFORMATIONS RELATIVES A L'ESMA

### Opérations de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts)

Au 29/09/2017, nous ne détenons aucune position de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts).

### Les contrats financiers (dérivés)

Change : Pas de position au 29/09/2017

Taux : Pas de position au 29/09/2017

Crédit : Pas de position au 29/09/2017

Actions – CFD : Pas de position au 29/09/2017

Commodities : Pas de position au 29/09/2017

## INFORMATIONS RELATIVES A LA TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA REUTILISATION

Sur l'exercice clos au 29 septembre 2017, le FCP n'a réalisé ni opération de financement sur titres, ni contrat d'échange sur rendement global.

## Bilan au 29 septembre 2017 (en euros)

### BILAN ACTIF

	29/09/2017	30/09/2016
<b>Immobilisations nettes</b>	-	-
<b>Dépôts</b>	-	-
<b>Instruments financiers</b>	<b>25 940 328,51</b>	<b>21 592 990,26</b>
<b>Actions et valeurs assimilées</b>	<b>25 590 234,94</b>	<b>21 518 866,70</b>
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	25 590 234,94	21 518 866,70
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>	-	-
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
<b>Titres de créances</b>	-	-
Négoziés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances négociables	-	-
Autres titres de créances	-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
<b>Organismes de placement collectif</b>	<b>350 093,57</b>	<b>74 123,56</b>
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	350 093,57	74 123,56
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
<b>Opérations temporaires sur titres financiers</b>	-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
<b>Contrats financiers</b>	-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
<b>Autres instruments financiers</b>	-	-
<b>Créances</b>	<b>236 434,76</b>	<b>56 475,34</b>
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	236 434,76	56 475,34
<b>Comptes financiers</b>	<b>47 054,24</b>	<b>24 872,86</b>
Liquidités	47 054,24	24 872,86
<b>Total de l'actif</b>	<b>26 223 817,51</b>	<b>21 674 338,46</b>

## Bilan au 29 septembre 2017 (en euros)

### BILAN PASSIF

	29/09/2017	30/09/2016
<b>Capitaux propres</b>		
<b>Capital</b>	24 826 508,76	23 053 800,05
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	-	-
Report à nouveau (a)	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	955 929,11	-1 729 733,10
<b>Résultat de l'exercice (a, b)</b>	211 946,99	267 583,90
<b>Total des capitaux propres</b>	25 994 384,86	21 591 650,85
(= Montant représentatif de l'actif net)		
<b>Instruments financiers</b>	-	-
<b>Opérations de cession sur instruments financiers</b>	-	-
<b>Opérations temporaires sur titres financiers</b>	-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
<b>Contrats financiers</b>	-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
<b>Dettes</b>	229 432,65	82 687,61
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	229 432,65	82 687,61
<b>Comptes financiers</b>	-	-
Concours bancaires courants	-	-
Emprunts	-	-
<b>Total du passif</b>	26 223 817,51	21 674 338,46

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

## Hors bilan (en euros)

	29/09/2017	30/09/2016
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	-	-
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	-	-
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-

## Compte de résultat (en euros)

	29/09/2017	30/09/2016
<b>Produits sur opérations financières</b>		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	2,11	-
Produits sur actions et valeurs assimilées	968 405,66	759 871,06
Produits sur obligations et valeurs assimilées	-	-
Produits sur titres de créances	-	-
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Produits sur contrats financiers	-	-
Autres produits financiers	-	-
<b>Total (I)</b>	<b>968 407,77</b>	<b>759 871,06</b>
<b>Charges sur opérations financières</b>		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Charges sur contrats financiers	-	-
Charges sur dettes financières	272,98	42,09
Autres charges financières	-	-
<b>Total (II)</b>	<b>272,98</b>	<b>42,09</b>
<b>Résultat sur opérations financières (I - II)</b>	<b>968 134,79</b>	<b>759 828,97</b>
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	585 236,40	493 261,29
<b>Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV)</b>	<b>382 898,39</b>	<b>266 567,68</b>
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-170 951,40	1 016,22
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	-	-
<b>Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)</b>	<b>211 946,99</b>	<b>267 583,90</b>

# ANNEXE

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'OPC s'est conformé aux règles comptables prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-01 du 14 janvier 2014 relatif au plan comptable des OPC à capital variable.

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la société de gestion du Fonds.

La devise de la comptabilité de l'OPC est l'euro.

La valeur liquidative est calculée quotidiennement, chaque jour de bourse ouvré, non férié et est datée de ce même jour.

Les comptes relatifs au portefeuille-titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus.

Toute sortie génère une plus-value ou une moins-value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

Les coupons courus sur TCN sont pris au jour de la date de la valeur liquidative.

L'OPC valorise son portefeuille-titres à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché, de méthodes financières. La différence valeur d'entrée – valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en « différence d'estimation du portefeuille ».

## Description des méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme ferme et conditionnelles

### Instruments financiers

#### Titres de capital

Les titres de capital admis à la négociation sur un marché réglementé ou assimilé sont valorisés sur la base des cours de clôture.

#### Titres de créances

Les titres de créance admis à la négociation sur un marché réglementé ou assimilé sont valorisés sous la responsabilité de la société de gestion en confrontant les prix de ces actifs auprès de différentes sources.

#### Instruments du marché monétaire

- Les titres de créances négociables (TCN) dont la durée de vie à l'émission, à l'acquisition ou résiduelle est inférieure à trois mois sont évalués selon une méthode linéaire jusqu'à l'échéance au taux d'émission ou d'acquisition ou au dernier taux retenu pour leur évaluation au taux du marché.
- Les titres de créances négociables (TCN) dont la durée de vie résiduelle est supérieure à trois mois, sont évalués aux taux du marché à l'heure de publication des taux du marché interbancaire.

#### Valeurs mobilières non cotées

Les valeurs mobilières non cotées sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

### OPC

Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue le jour effectif du calcul de la valeur liquidative.

### Contrats financiers (autrement dénommés « instruments financiers à terme ») au sens de l'article L.211-1,III, du Code monétaire et financier

#### Contrats financiers négociés sur un marché réglementé ou assimilé

Les instruments financiers à terme, fermes ou conditionnels, négociés sur les marchés réglementés ou assimilés européens, sont évalués au cours de compensation, ou à défaut sur la base du cours de clôture.

#### Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé (i.e. négociés de gré à gré)

- *Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et compensés*  
Les contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et faisant l'objet d'une compensation sont valorisés au cours de compensation.
- *Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et non compensés*  
Les contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé, et ne faisant pas l'objet d'une compensation, sont valorisés en mark-to-model ou en mark-to-market à l'aide des prix fournis par les contreparties.

### Acquisitions et cessions temporaires de titres

Non applicable.

### Dépôts

Les dépôts sont évalués à leur valeur d'inventaire.

### Devises

Les devises au comptant sont valorisées avec les cours publiés quotidiennement sur les bases de données financières utilisées par la société de gestion.

### Description des engagements hors-bilan

Les contrats à terme ferme figurent au hors-bilan pour leur valeur de marché, valeur égale au cours (ou à l'estimation, si l'opération est réalisée de gré à gré) multipliée par le nombre de contrats, multipliée par le nominal et éventuellement convertie en devise de comptabilité du fonds.

### Description de la méthode suivie pour la comptabilisation des revenus des valeurs à revenus fixes

Le résultat est calculé à partir des coupons encaissés. Les coupons courus au jour des évaluations constituent un élément de la différence d'évaluation.

### Description de la méthode de calcul des frais de gestion fixes

Les frais de gestion sont imputés directement au compte de résultat de l'OPC, lors du calcul de chaque valeur liquidative. Le taux maximum appliqué sur la base de l'actif net ne peut être supérieur à 2.632 % TTC ; tout OPC inclus.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPC, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de mouvement facturées à l'OPC ;

### Affectation des sommes distribuables

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des sommes distribuables. Elle peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

## Evolution de l'actif net de l'OPC (en euros)

	29/09/2017	30/09/2016
<b>Actif net en début d'exercice</b>	<b>21 591 650,85</b>	<b>22 178 927,27</b>
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	18 682 795,84	520 522,44
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-18 161 224,81	-3 218 172,56
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	2 989 613,27	937 939,48
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-1 860 834,65	-3 154 432,91
Plus-values réalisées sur contrats financiers	-	-
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-	-
Frais de transaction	-83 346,35	-56 052,33
Différences de change	-1 724 452,92	1 313 193,05
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	4 177 285,24	2 803 158,73
Différence d'estimation exercice N	2 128 589,45	
Différence d'estimation exercice N - 1	-2 048 695,79	
Variation de la différence d'estimation des contrats financiers	-	-
Différence d'estimation exercice N	-	-
Différence d'estimation exercice N - 1	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-	-
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	382 898,39	266 567,68
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	-	-
<b>Actif net en fin d'exercice</b>	<b>25 994 384,86</b>	<b>21 591 650,85</b>

## Répartition par nature juridique ou économique

Désignation des valeurs	Montant	%
<b>Actif</b>		
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>	-	-
Obligations Indexées	-	-
Obligations Convertibles	-	-
Titres Participatifs	-	-
Autres Obligations	-	-
<b>Titres de créances</b>	-	-
Les titres négociables à court terme	-	-
Les titres négociables à moyen terme	-	-
<b>Passif</b>		
<b>Opérations de cession sur instruments financiers</b>	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-
Titres de créances	-	-
Autres	-	-
<b>Hors-bilan</b>		
Taux	-	-
Actions	-	-
Crédit	-	-
Autres	-	-

## Répartition par nature de taux

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
<b>Actif</b>								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	47 054,24	0,18
<b>Passif</b>								
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-

## Répartition par nature de taux (suite)

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
<b>Hors-bilan</b>								
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-

## Répartition par maturité résiduelle

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
<b>Actif</b>										
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	47 054,24	0,18	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Passif</b>										
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Hors-bilan</b>										
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

## Répartition par devise

	USD	%	PLN	%	TRY	%	Autres	%
<b>Actif</b>								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	14 125 809,38	54,34	4 216 289,37	16,22	3 914 689,89	15,06	2 153 107,28	8,28
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances	113 205,51	0,44	17 305,05	0,07	58 895,06	0,23	4 449,83	0,02
Comptes financiers	650,85	0,00	-	-	-	-	-	-

## Répartition par devise (suite)

	USD	%	PLN	%	TRY	%	Autres	%
<b>Passif</b>								
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	92 226,93	0,35	-	-	71 817,94	0,28	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Hors-bilan</b>								
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-

## Débiteurs et créditeurs divers

	29/09/2017
<b>Créances</b>	
Vente à règlement différé	201 687,49
Coupons à recevoir	32 287,69
Souscriptions à recevoir	2 459,58
<b>Total créances</b>	<b>236 434,76</b>
<b>Dettes</b>	
Provision pour frais de gestion fixes à payer	-63 844,83
Achat à règlement différé	-164 044,87
Rachats à payer	-1 542,95
<b>Total dettes</b>	<b>-229 432,65</b>
<b>Total</b>	<b>7 002,11</b>

## Souscriptions rachats

Parts émises	58 151,6683
Parts rachetées	55 824,7817

## Commissions

Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

## Frais de gestion

Pourcentage de frais de gestion fixes	2,30
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-

## Engagements reçus et donnés

<b>Description des garanties reçues par l'OPC avec notamment mention des garanties de capital</b> Néant
<b>Autres engagements reçus et / ou donnés</b> Néant

## Autres informations

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
<b>Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire</b> Néant				
<b>Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie</b>				
<b>Instrument(s) financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan</b> Néant				
<b>Instrument(s) financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine</b> Néant				
<b>Instrument(s) financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou au(x) gestionnaire(s) financier(s) (SICAV) et OPC à capital variable gérés par ces entités</b>				
FR0000008997	OFI RS LIQUIDITES	79,9629	4 378,20	350 093,57

## Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
<b>Total acomptes</b>		-	-	-	-

## Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire
<b>Total acomptes</b>		-	-

## Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros)

	29/09/2017	30/09/2016
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau	-	-
Résultat	211 946,99	267 583,90
<b>Total</b>	<b>211 946,99</b>	<b>267 583,90</b>
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	211 946,99	267 583,90
<b>Total</b>	<b>211 946,99</b>	<b>267 583,90</b>
<b>Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre d'actions ou parts	77 581,4029	75 254,5163
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

## Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros)

	29/09/2017	30/09/2016
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	955 929,11	-1 729 733,10
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
<b>Total</b>	<b>955 929,11</b>	<b>-1 729 733,10</b>
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	955 929,11	-
Capitalisation	-	-1 729 733,10
<b>Total</b>	<b>955 929,11</b>	<b>-1 729 733,10</b>
<b>Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre d'actions ou parts	77 581,4029	75 254,5163
Distribution unitaire	-	-

**Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'OPC  
au cours des cinq derniers exercices (en euros)**

	29/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
<b>Actif net</b>					
en EUR	25 994 384,86	21 591 650,85	22 178 927,27	41 993 104,49	59 220 479,28
<b>Nombre de titres</b>					
Parts	77 581,4029	75 254,5163	85 611,6829	129 205,1420	158 158,3906
<b>Valeur liquidative unitaire</b>					
en EUR	335,05	286,91	259,06	325,01	374,43
<b>Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)</b>					
en EUR	-	-	-	-	-
<b>Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes)</b>					
en EUR	-	-	-	-	-
<b>Crédit d'impôt unitaire transféré au porteur (personnes physiques)</b>					
en EUR	-	-	-	-	-
<b>Capitalisation unitaire</b>					
en EUR	2,73	-19,42	-29,76	-24,14 <sup>(1)</sup>	4,12

(1) La capitalisation unitaire à partir de 30/09/2014 est celle du résultat et des plus ou moins-values nettes.

Pour les exercices précédents, la capitalisation unitaire est uniquement celle du résultat.

## Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2017

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
<b>Dépôts</b>			-	-
<b>Instruments financiers</b>				
<b>Actions et valeurs assimilées</b>			<b>25 590 234,94</b>	<b>98,45</b>
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé			25 590 234,94	98,45
AKBANK	TRY	199 100,00	445 180,78	1,71
ALPHA BANK AE	EUR	172 390,00	287 891,30	1,11
ALROSA CJSC	USD	204 330,00	247 090,31	0,95
ARCELIK AS	TRY	28 430,00	153 646,43	0,59
BANK HANDLOWY	PLN	4 710,00	75 550,68	0,29
BANK PEKAO SA	PLN	15 880,00	471 845,58	1,82
BANK ZACHODNI WBK	PLN	2 330,00	188 926,96	0,73
BIM BIRLESIK MAGAZALAR AS	TRY	14 310,00	252 739,65	0,97
CCC SA	PLN	2 410,00	154 406,49	0,59
CESKE ENERGETICKE ZAVODY A.S.	CZK	13 080,00	222 080,45	0,85
CYFROWY POLSAT SA	PLN	11 654,00	70 202,37	0,27
DETSKY MIR PJSC	USD	83 450,00	125 923,24	0,48
DIGI COMMUNICATIONS NV	RON	7 540,00	62 167,64	0,24
DINO POLSKA SA	PLN	11 010,00	169 577,28	0,65
ENEL RUSSIA	USD	5 000 000,00	92 623,92	0,36
EPAM SYSTEMS	USD	1 140,00	84 791,24	0,33
EREGLI DEMIR VE CE	TRY	73 974,00	136 017,84	0,52
ETALON GROUP	USD	95 890,00	335 396,00	1,29
EUROCASH SA	PLN	3 660,00	32 812,01	0,13
FEDERAL HYDRO GENERATING COMPANY ADR	USD	94 510,00	114 719,89	0,44
GAZPROM NEFT ADR	USD	11 800,00	196 633,40	0,76
GAZPROM PJSC	USD	16 780,00	30 127,92	0,12
GAZPROM PJSC-SPON ADR REG	USD	321 330,00	1 138 870,50	4,38
GAZPROMNEFT PJSC	USD	67 730,00	225 900,35	0,87
GRIFFIN PREMIUM RE NV	EUR	124 690,00	115 088,87	0,44
GRUPA AZOTY	PLN	2 005,00	37 141,27	0,14
GRUPA LOTOS SA	PLN	6 450,00	89 461,68	0,34
HACI OMER SABANCI HOLDING	TRY	67 240,00	160 262,80	0,62
HELLENIC TELECOMMUNICATIONS ORGANIZATIONS OTE	EUR	19 580,00	200 303,40	0,77
JUMBO SA	EUR	6 920,00	96 810,80	0,37
KARDEMIR KARABUK DEMIR CELIK	TRY	18 757,00	10 128,07	0,04
KGHM POLSKA MIEDZ SA	PLN	13 730,00	374 177,84	1,44
KOC HOLDING	TRY	70 550,00	274 379,76	1,06
KOMERCNI BANKA AS	CZK	6 170,00	227 889,89	0,88
KRUK	PLN	1 216,00	82 833,71	0,32
LENTA GDR	USD	27 740,00	145 012,01	0,56
LOGO YAZILIM SANAYI VE TICARET AS*	TRY	9 615,00	124 189,94	0,48
LUXOFT HOLDING	USD	3 000,00	121 299,27	0,47
MAGNIT PJSC	USD	3 340,00	495 656,34	1,91

## Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2017 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
MAGNIT SP GDR SPONSORED	USD	10 300,00	356 779,73	1,37
MAIL.RU GROUP ADR	USD	11 250,00	313 652,51	1,21
MD MEDICAL GROUP INVESTMENTS PLC	USD	9 402,00	83 506,17	0,32
MINING AND METALLURGICAL COMPANY NORIL SK ADR	USD	52 480,00	763 539,16	2,94
MOBILE TELESYSTEMS	USD	14 470,00	59 966,90	0,23
MOBILE TELESYSTEMS PJSC	USD	33 570,00	296 456,44	1,14
MOL HUNGARIAN OIL AND GAS PL	HUF	45 632,00	440 661,82	1,70
MONETA MONEY BANK AS	CZK	34 674,00	103 255,59	0,40
MOSCOW EXCHANGE MICEX-RTS PJSC	USD	143 060,00	242 785,72	0,93
MOTOR OIL HELLAS	EUR	7 800,00	157 638,00	0,61
NATIONAL BANK OF GREECE SA	EUR	552 450,00	158 553,15	0,61
NOVATEK JOINT STOCK COMPANY	USD	51 290,00	500 396,38	1,93
NOVATEK OAO-SPONS GDR REG S	USD	1 930,00	191 498,05	0,74
OIL COMPANY LUKOIL ADR 1 SH	USD	37 560,00	1 684 830,65	6,48
OPAP SA	EUR	18 330,00	164 053,50	0,63
ORANGE POLSKA SA	PLN	85 540,00	105 042,33	0,40
OTP BANK	HUF	18 160,00	578 424,00	2,23
PETKIM PETROKIMYA	TRY	215 710,00	306 837,73	1,18
PGE POL GR EN SHS	PLN	95 500,00	294 845,46	1,13
PKO BANK POLSKI SA	PLN	37 630,00	308 615,18	1,19
PKP CARGO SA	PLN	11 040,00	147 358,89	0,57
PLAY COMMUNICATIONS SA	PLN	7 897,00	67 973,76	0,26
POLSKI KONCERN NAFTOWY ORLEN SA	PLN	20 929,00	591 259,98	2,27
POLSKIE GORNICTWO NAFT I GAZ CO	PLN	148 060,00	233 371,03	0,90
POWSZECHNY ZAKLAD UBEZPIECZEN	PLN	54 960,00	586 872,80	2,26
RICHTER GEDEON	HUF	11 670,00	246 051,95	0,95
ROSNEFT OIL COMPANY	USD	17 980,00	84 260,53	0,32
ROSNEFT OIL COMPANY	USD	56 470,00	265 344,99	1,02
SBERBANK OF RUSSIA PJSC	USD	23 950,00	54 790,04	0,21
SBERBANK OF RUSSIA PJSC REGISTERED SHS	USD	889 870,00	2 514 699,46	9,67
SEVERSTAL PAO GDR	USD	31 730,00	401 254,86	1,54
SOCIETATEA ENERGETICA ELECTRICA SA	RON	20 930,00	58 555,01	0,23
SOCIETATEA ENERGETICA ELECTRICA SA GDR	USD	1 852,00	20 835,39	0,08
SOCIETATEA NATIONALA DE GAZE NATURALE ROMGAZ SA	RON	18 600,00	124 426,22	0,48
SURGUTNEFTEGAZ PRF	USD	576 470,00	250 736,65	0,96
SURGUTNEFTEGAZ-SP ADR	USD	29 760,00	127 377,43	0,49
TATNEFT PJSC PREF SHS	USD	81 670,00	346 914,43	1,33
TATNEFT PJSC	USD	83 990,00	507 513,59	1,95
TATNEFT PJSC SHS AMERICAN DEPOSITORY RECEIPT REPR 6 SHS ADR	USD	5 360,00	196 046,69	0,75
TAURON POLSKA ENERGIA SA	PLN	153 950,00	134 014,07	0,52
TCS GROUP HOLDING	USD	27 490,00	382 516,07	1,47
TOFAS TURK OTOMOBIL FABRIKA	TRY	16 390,00	120 390,87	0,46

## Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2017 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
TRANSGAZ SA COM STK RON10	RON	1 040,00	89 594,71	0,34
TUPRAS	TRY	14 760,00	426 930,54	1,64
TURK HAVA YOLLARI	TRY	62 420,00	129 917,94	0,50
TURKCELL ILETISIM HIZMETL	TRY	103 900,00	313 627,74	1,21
TURKIYE GARANTI BANKASI	TRY	267 140,00	615 108,28	2,37
TURKIYE HALK BANKASI	TRY	130 410,00	375 967,94	1,45
ULKER GIDA	TRY	15 070,00	69 363,58	0,27
UNIPRO SHS	USD	3 183 710,00	113 646,22	0,44
X 5 RETAIL GROUP NV REGS ADR	USD	18 970,00	720 320,84	2,77
YANDEX CL A	USD	10 480,00	292 096,09	1,12
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>			-	-
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
<b>Titres de créances</b>			-	-
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Titres de créances négociables			-	-
Autres titres de créances			-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
<b>Organismes de placement collectif</b>			<b>350 093,57</b>	<b>1,35</b>
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			350 093,57	1,35
OFI RS LIQUIDITES	EUR	79,9629	350 093,57	1,35
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne			-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés			-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés			-	-
Autres organismes non européens			-	-
<b>Opérations temporaires sur titres financiers</b>			-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension			-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés			-	-
Titres financiers empruntés			-	-
Titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés			-	-
Autres opérations temporaires			-	-
<b>Opérations de cession sur instruments financiers</b>			-	-
<b>Contrats financiers</b>			-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Autres opérations			-	-
<b>Autres instruments financiers</b>			-	-

## Inventaire du portefeuille au 29 septembre 2017 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
Créances			236 434,76	0,91
Dettes			-229 432,65	-0,88
Comptes financiers			47 054,24	0,18
<b>ACTIF NET</b>			<b>25 994 384,86</b>	<b>100,00</b>



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 29 septembre 2017**

**OFI RCM EUROPE DE L'EST**  
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT  
Régé par le Code monétaire et financier

Société de gestion  
OFI ASSET MANAGEMENT  
22, rue Vernier  
75017 PARIS

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement OFI RCM EUROPE DE L'EST relatifs à l'exercice clos le 29 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 30/09/2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*



**OFI RCM EUROPE DE L'EST**

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

1. Titres financiers d'émetteurs de pays émergents :

Les titres financiers d'émetteurs de pays émergents du portefeuille sont valorisés selon les méthodes décrites dans la note de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables. Ces instruments financiers sont évalués à partir de cours cotés sur des places financières émergentes, dont les conditions de fonctionnement peuvent être spécifiques. Nous avons pris connaissance du fonctionnement des procédures d'alimentation des cours et nous avons testé la cohérence des cours de valorisation avec une base de données externe. Sur la base des éléments ayant conduit à la détermination des valorisations retenues, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche mise en œuvre par la société de gestion.

2. Autres instruments financiers du portefeuille :

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux porteurs de parts.**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux porteurs sur la situation financière et les comptes annuels.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*



## **OFI RCM EUROPE DE L'EST**

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité de l'OPC à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'OPC ou de cesser son activité.

Il incombe à la société de gestion de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, et de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'OPC.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*



**OFI RCM EUROPE DE L'EST**

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'OPC à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

*Document authentifié par signature électronique*  
Le commissaire aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit  
Frédéric SELLAM